L'ABEIL[illegible].

Journal officiel de l'État et de la Ville,
Imprimé par J. [illegible]yon.

NOUVELLE-ORLÉANS,
MARDI MATIN, 29 MA[illegible] 1836.

ASSEMBLÉE DEMOCRATIQUE.

☞ Une assemblée des membres démocratique est convoquée pour mercredi prochain, 30 du courant, à la salle de bal de M. John Davis, pour 6 heures du soir, à l'effet de choisir les délégués qui devront représenter la paroisse d'Orléans à la convention démocratique qui doit se réunir à Baton Rouge le premier lundi de mai prochain.

Nous annonçons avec plaisir, que M. Bouard Duplessis, a été, hier, élu caissier de la Banque du Commerce.

Nous continuons aujourd'hui les procédures de l'affaire de Fieschi terminant la séance de la Cour des Pairs de 3 février. Nos lecteurs se rappelleront que nous nous sommes arrêté précisément à la fin du témoignage de la fille Nina. La cour après trois quarts d'heure de recès a entendu la déposition de quelques autres témoins dans cette affaire.

Le général Gaines est arrivé ici hier venant de la Mobile. Nous regrettons que les devoirs qu'il a à remplir envers son gouvernement l'aient empêché de séjourner, du moins pour quelques jours, parmi nous. La population de la Nouvelle Orléans aurait été à même de rendre au général les honneurs auquel il a droit pour la campagne qu'il vient d'achever contre les Séminoles et dans laquelle il a su se couvrir de gloire. Les ordres du cabinet de Washington appellent le général Gaines à prendre le commandement de fort Jesup, sur la frontière occidentale de la Louisiane; et pour y obéir celui-ci est parti hier dans l'après midi par le premier bateau à vapeur qui faisait route pour Natchitoches.

Espérons néanmoins que nos concitoyens de cette ville sauront prendre des mesures pour témoigner d'une manière solennelle les sentimens d'admiration qu'ils éprouvent pour un vieux soldat patriote qui s'est toujours montré comme un des plus fermes champions des droits de son pays.

Nv. Le bataillon des artilleurs ayant connaissance du départ subit du général Gaines s'est réuni sur la Place d'Armes, hier dans l'après-midi, et a accompagné ce dernier à bord du bateau à vapeur qui devait le transporter à Natchitoches. Une brillante salve d'artillerie en l'honneur du général a été tirée sur la levée, en présence d'une foule immense de citoyens qui y ont répondu par des démonstrations de la plus vive allégresse inspirée par la présence du vainqueur des Séminoles.

Nous apprenons verbalement que la garnison du fort Jesup situé à environ 10 à 11 milles vient de se porter sur les frontières occidentales de la Louisiane, pour observer les Indiens du Texas et les empêcher de commettre des déprédations sur notre territoire, si telle était leur intention par suite de la guerre qui a lieu maintenant entre les Texiens et les troupes mexicaines. Le général Gaines est parti hier au soir pour aller prendre le commandement de cette garnison.

Un autre rapport verbal, mai auquel nous n'ajoutons aucune foi, nous apprend que la garnison du fort Jesup a traversé la Sabine et marche sur la colonie d'Austin pour aller porter secours aux Texiens. Nous ne savons de quelle source vient cette nouvelle, ni jusqu'à quel point elle peut être fondée. Cependant, comme nous l'avons dit, nous doutons fort qu'elle soit véritable.

La quantité de melasse importée à Boston des ports étrangers pendant les deux dernières années a été comme suit: pour l'année 1834, 5,218,500 gallons, et pour l'année 1835, 7,477,100 gallons. L'excédent de la dernière année est de 2,255,600 gallons.

PEROU.

Les nouvelles reçues du Pérou par l'arrivée à N. York du brick Julia, venant de Rio Salado, vont jusqu'au 15 janvier. Une letre de cette date donne les extraits suivans:

LIMA, 15 janvier 1836.

Depuis les dernières nouvelles, la révolution continue sans qu'il y ait de perspective d'une fin prochaine. Le général Santa Cruz se trouve avec ses troupes à une distance d'environ 40 lieues de cette ville, sur laquelle il effectue sa marche; mais selon toutes les probabilités, il retournera immédiatement à Bolivia, car le général Salaverry voyant qu'il ne lui restait plus aucun espoir de défendre la ville contre une armée si supérieure en nombre a embarqué la plus grande partie de ses troupes et a fait voile pour Islay où il est arrivé, et d'où il est parti à marche forcée pour se rendre à la capitale de Bolivia. Cette ville selon les apparences tombera facilement en son pouvoir puisque Santa-Cruz a presque toutes ses forces avec lui: et lorsque nous réfléchissons que nous sommes maintenant en hiver et que le général est éloigné de 300 lieues de Bolivia, nous devons conclure qu'il sera impossible à celui-ci d'arriver assez à temps pour sauver le pays de toutes les vexations que l'usurpateur Salaverry voudra lui faire subir: nous avons déjà pour nous assez d'échantillons de ses actes de tyrannie.

Obrigosa, notre chef légitime, est à Arequipa, et quoiqu'il soit un très honnête homme, cependant il lui faudra une énergie toute particulière pour faire face à des événemens d'autant plus difficiles à parer que les formes de notre gouvernement visent plus par les institutions, les coutumes et les sentimens du peuple à la monarchie despotique, qu'à un système républicain.

Nous sommes maintenant plongés dans un abyme de troubles. Point d'affaires, point d'argent; aucune garantie quant aux personnes ou aux propriétés; nulle communication avec l'intérieur, et des hordes de montoner [habitans des montagnes] ont poussé l'insolence jusqu'à pénétrer dans l'intérieur de la ville pour y commettre leurs vols et des brigandages sans exemple. Salaverry sachant que la majeure partie de la population était en faveur des autorités légitimes a retiré toutes ses troupes et les a portées sur les châteaux de Callao. Les communications avec le port se trouvent ainsi sem[illegible] grands dangers et aucun envoi n'y est fai[illegible]ous une forte escorte.

Aucun[illegible]erées ou autres produits n'a pu se faire [illegible]prix; et le Maypo, arrivé de Londres a c[illegible]reprendre 800 balles de son propre charge[illegible]livers autres destinés pour ce marché, pu[illegible]le pour le Mexique.

Les [illegible]isseau de ligne Brandywine se sont réuni[illegible]s braves, conjointement avec les Fran[illegible]nglais sont les seuls qui protègent nos [illegible]ontre les rapines des Monteros.

Il [illegible]ences de farine à $10 à prendre à bord. No[illegible]le port le vaisseau Brandywine; tout l'é[illegible]porte bien.

[illegible]DE VILLE DE LA N-ORLEANS

Séance du 26 Mars 1836.

[illegible] et tous les membres présens.

[illegible]rend en considération la lettre suivante

[illegible]DE LA NOUVELLE-ORLEANS,
Le 26 Mars 1836

A. M. le Président et MM. les membres du Conseil de Ville,

Messieurs,

Lors de la vente des terrains qui étaient dernièrement encore en litige entre le gouvernement général et la Corporation de la Nlle-Orléans, M. Boismare avait acheté des commissaires nommés par la Cour de Caste-Unie un terrain situé dans l'îlet formé par les rues de la Levée, la Quarante, Gallatin et de l'Hôpital, pour la somme de sept mille cinq cents piastres. M. Boismare fit cession de biens avant d'avoir payé aucune portion du prix, et ce terrain fut vendu par le syndic de ses créanciers. A cette vente, M. A. Grailhe en devint adjudicataire. M. Grailhe, qui n'est adressé à moi, demande que les billets primitivement souscrit par M. Boismare soient remis à M. E. Carraby, syndic, en échange des billets qu'il a fournis pour la somme de six mille cinq cents piastres. L'hypothèque consentie par Monsieur Boimare a déjà été radiée du livre du Conservateur, en vertu de l'acte de main levée qui a été fait par le syndic. J'ai besoin d'une autorisation spéciale du Conseil pour remplir les intentions de M. Grailhe à cet égard quand nous aurons reçu la notification officielle de la Cour Suprême des Etats-Unis pour le remise des billets provenant de la vente de la totalité des terrains.

J'ai l'honneur d'informer le Conseil que vu certaines difficultés indépendantes de ma volonté la passation de l'acte de vente de la propriété de Frascati n'a pu avoir lieu immédiatement après l'adoption de la résolution du 16 septembre dernier (dans laquelle le Conseil a persisté le 23 du même) qui autorisait l'achat de cette propriété au nom de la ville. Ces difficultés ayant été levées dernièrement, l'acte de vente a été préparé par le notaire le 19 du courant et m'a été présenté pour être signé par moi le 24; mais en m'opposant que M. Andry exigeait que les billets qui devaient lui être fournis fussent datés du 16 septembre 1835, j'ai cru devoir vous en référer avant de donner ma signature à cet acte, car il ne me semble pas juste que la Corporation fournisse des billets d'une date antérieure de six mois à l'époque où elle a été mise en possession, sans que ce retard puisse en aucune manière lui être imputé à tort. Puis, il y a considérer que la ville étant aujourd'hui divisée, le paiement de cette propriété intéresse plus spécialement le 3ème. municipalité; et que si la Corporation actuelle se chargeait seule de ce déboursé, ce serait forcer le 1er. et le 2de. municipalité à contribuer à une dépense dont elle ne devrait pas profiter. Vous voudrez bien me faire connaître pareillement votre détermination à cet égard.

Par une des résolutions de notre dernière séance vous m'invitiez à faire savoir au Conseil si j'y conviendrais avec quelqu'un pour le drapeau qui doit être offert à la Légion. Je regrette d'avoir à vous dire que les nombreuses occupations dont le voyer s'est trouvé les [illegible] surchargé l'ont empêché de s'occuper de ce travail; et que plus tard, avant voulu en charger M. Bourgerol, qui remplit provisoirement les fonctions de voyer, il s'est adressé à M. Pilié les notes que ce dernier avait prises, afin de remplir à la fois le vœu du Conseil et celui des officiers de la Légion, dans l'exécution de ce drapeau; mais il est arrivé que ces notes avaient été égarées. En conséquence j'ai chargé M. Bourgerol de prendre lui-même les informations nécessaires et de préparer au plutôt un modèle de ce drapeau.

Les [illegible] de la Corporation au fonds capital de la Compagnie des Archevêques du 8e. District ont été vendues à l'encan, conformément à une de vos résolutions. Ces actions étaient au nombre de 100, montant ensemble à 5000 piastres; elles ont produit 6,510 piastres.

Je vous transmets l'opinion de M. Eustis sur les titres de R. R. Keen à certaine propriété.

J'ai l'honneur de vous proposer M. Bourgerol pour remplir la place de voyer en chef de la ville, devenue vacante par la démission de M. Pilié.

J'ai l'honneur d'être respectueusement, Messieurs, Votre très-humble serviteur,

D. PRIEUR—maire.

Sur l'article 1er. M. Pichet présente une résolution par laquelle le Maire est autorisé à recevoir du syndic des créanciers de M. Boimare, trois billets souscrits par Mr. Grailhe, pour le prix d'un terrain vendu par la ville et les Etats-Unis, en remettant au dit syndic en échange les cinq billets souscrits primitivement par le dit M. Boimare, en paiement du dit terrain.

M. Schmidt présente l'amendement suivant: La ville se réserve le droit de recevoir de la liquidation Boimare, la différence laissée par les billets offerts aujourd hui et le prix d'abord obtenu pour le dit terrain.

La résolution, ainsi amendée, est adoptée.

Sur l'article 2, Mr. Guiennié présente une résolution pour autoriser le Maire à signer les actes de vente:—Adopté.

Le Conseil passe sous silence les articles 3 et 4.

Sur l'article 5, M. Pichot offre une résolution par laquelle le Conseil rapporte celle qu'il a adoptée le 13 du courant.

MM. Prieur soutient sa motion. Depuis la séance du 13, il sait que M. Bry, agent de Mr. Girard, pour ses propriétés de Ouachita, a déclaré que le titre de Mr. Keens n'est pas valide. Un autre motif de rapporter la résolution, est la manière dont agit le Maire, qui, autorisé à déclarer que le titre de M. Keen est bon et à la confirmer, dans le cas où l'avocat de la Corporation n'y trouverait aucun vice, se contente d'envoyer au Conseil l'opinion de cet avocat, quoiqu'elle soit favorable au pétitionnaire. Il vaut mieux revenir sur ce qui a été fait, que d'agir sans raison.

M. Berry fait observer au Conseil que c'est lui qui a entretenu M. Bry de cette réclamation et qu'il a reçu la déclaration positive que M. Keen n'avait aucun droit à ces terres.

M. Lanzier propose le renvoi de la question à un comité spécial.

M. Schmidt ne désiro pas voir rapporter la résolution précédemment adoptée. Il pense que ce qui a reçu l'approbation du Conseil ne devrait pas aussitôt être aboli. Sans doute le maire en renvoyant au Conseil l'opinion de l'avocat de la Corporation n'a en rue qu'une mesure de précaution; peut-être a-t-il déjà confirmé les titres du pétitionnaire. Quant au nom de Mr. Bry que l'on est venu mettre en avant, il n'est pas l'agent pour ces propriétés. Personne n'ignore que M. Henry Bry Snr. a signé une déclaration attestant la validité des titres de M. Keene. Le fait est que M. Morehouse, avait en commun avec le baron de Bastrop, un titre à faire valoir à ces terres. M. Morehouse en vendit une portion à M. Keene pour une somme de $5,000. Cette vente fut revêtue de toutes les formes légales. Cependant, si malgré l'origine bien claire de cette réclamation, il existe des doutes dans le Conseil, il serait bien d'ordonner le renvoi de la question à un comité spécial.

M. Labarre ne peut pas se rendre compte de la facilité avec laquelle on accorde aux pétitionnaires l'objet de leurs demandes, sans avoir bien examiné leurs droits. Est-ce parce que l'avocat de la corporation a prononcé que les titres de Mr Keene sont bons qu'il nous faut le croire sans autre examen. Si l'on s'en était rapporté à lui seul sur la question de batture, qu'en serait-il advenu? Pendant le séjour de M. Keene en Europe, qui a payé les taxes sur les propriétés réclamées? Sont-ce ses agens, ou est-ce Stephen Girard? Le fait parle de lui-même Keene n'a point payé les taxes, quelle droits ou quels titres peut-il donc présenter?

Le renvoi de la question à un comité spécial est mis aux voix et rejeté.

Le Conseil adopte le renvoi au comité judiciaire, avec requête au maire de suspendre toute action sur la résolution du 13 courant jusqu'à ce que le comité ait présenté son rapport.

Sur l'article 6, M. Pichet propose de passer au scrutin.

M. Bourgerol est élu voyer de la ville, à la majorité de 7 voix contre 4.

La résolution pour accorder $500 à M. Guerle, est présentée de nouveau au Conseil.

M. High s'oppose à cette motion d'accorder des allocations. Si M. Guerle n'a pas été assez payé pour ses services, qu'il adresse au Conseil la demande d'une augmentation de salaire.

M. Schmidt ne considère pas l'allocation de cette somme de $500 comme un don; c'est le paiement de services rendus. M. Guerle ne recevait que $25 par mois, tandis qu'il remplissait de fait tous les menus devoirs de l'emploi de M. Pilié. Il ne réclame donc que ce qui lui est dû.

La résolution est adoptée.

M. Pichot présente une résolution pour autoriser la Compagnie de navigation de la Nouvelle-Orléans à construire un chemin en fer du bassin au fleuve sur les terres qui lui ont été concédées, pourvu que un pareil legè soit considéré comme l'équivalent du droit de la compagnie de creuser un canal dans la rue du Canal, auquel elle renoncerait à jamais.

M. Pichot soutient sa motion. De deux maux il faut choisir le moindre. Il est bien avéré que la Compagnie a le droit de creuser un canal, mais l'examen des mauvaises raisons qu'entraînerait l'exercice de ce droit doit engager le Conseil à consentir à l'échange proposé.

M. Baldwin propose comme amendement, que la voie de ce chemin en fer devra être posée de manière à y admettre le passage des chars de la compagnie de la Nouvelle-Orléans et de Nashville.

M. Girard propose comme sous-amendement, qu'aucun contrat passé entre la corporation et un ou plusieurs individus ne pourra détruire le droit de la compagnie à continuer le rail road jusqu'au fleuve.

La première partie de la résolution, avec ces amendemehs, est adoptée.

Par la seconde partie de la résolution, il est ordonné que la Compagnie de Navigation ni celle du Rail road de la Nouvelle-Orléans et Nashville ne pourront se servir d'une machine à vapeur locomotive depuis la rue Circus jusqu'au fleuve, sous peine d'abolition de leurs chartre et privilèges.

M. Berry présente un amendement par lequel la compagnie devra faire payer toutes les rues, au point d'intersection avec les doubles voies du rail road, de la même manière que la compagnie de Carrollton, et les faire enlever dans l'espace de deux années, si le conseil le jugeait nécessaire.

Cet amendement étant rejeté, la seconde partie de la résolution est adoptée.

La troisième partie de la résolution autorise la compagnie à faire construire sous l'inspection du député voyer du 8ème district un rail-road en briques le long des bords du canal Carondelet et ordonne que le dit canal soit élargi de 21 pieds. Adopté.

Le Conseil s'ajourne à mercredi prochain, 5 heures du soir.

CONTINUATION DU PROCES DE FIESCHI.
COUR DES PAIRS.

PRÉSIDENCE DE M. PASQUIER.
AUDIENCE DU 3 FÉVRIER, 1836.

Annette Bocquin, autre témoin, paraît devant la Cour; elle est âgée de dix-neuf ans, est mise est simple, et son extérieur assez agréable. Son état est aussi celui d'ouvrière en linge; elle déclare ne connaître que Fieschi parmi les accusés.

M. Le Président: Fille Bocquin, vous avez été dans la plus grande intimité, avec Fieschi; dites ce qui est à votre connaissance sur les faits antérieurs ou postérieurs à l'attentat. Parlez avec assurance, dites tout ce que vous savez; en disant toute la vérité, vous ne devez éprouver aucune crainte.

La Fille Bocquin: Les faits m'ont échappé de la mémoire.

Le témoin répond aux interpellations de M. le président qu'elle n'a vu chez Fieschi d'autres personnes que Nina Lassaya et la fille Agarithe, et jamais d'hommes. Quand elles étaient réunies toutes trois ensemble on ne parlait jamais de politique. Quelques jours avant l'attentat, Fieschi ne parut pas aussi gai que d'habitude; il était pâle, plus effaré. Quelquefois il parlait de Pepin et de Morey, mais plus particulièrement de Morey; il a parlé plus rarement de Boireau. Nina est venue chez le témoin le jour de l'attentat, et y a passé tout la nuit du 28 au 29.

Le témoin a reçu de Nina la confidence qu'elle était allée chez Fieschi de Pepin, qu'elle avait été mal reçue, et qu'elle allait se présenter chez Morey. C'est quinze jours ou trois semaines avant l'attentat qu'Annette Bocquin a cessé de loger avec Fieschi. Elle a vu chez lui, le vendredi qui a précédé l'attentat, un métier monté. Fieschi lui a dit que c'était pour faire du calicot.

Me Dupont: Le témoin n'a-t-il pas vu la fille Nina, après l'attentat, et ne lui a-t-elle pas dit qu'elle était perdue?

Annette Bocquin: Oui, Monsieur.

Me Dupont: Quels sont à peu près les termes dans lesquels la fille Nina s'est exprimée?

Annette Bocquin: J'ai dit que quand la fille Lassave était venue chez moi après l'attentat, qu'elle m'avait dit qu'elle était perdue. A cela je lui répondis que moi aussi j'étais perdue, puisqu'on savait que j'avais demeuré chez Fieschi, qu'on croyait que j'avais été sa maîtresse.

Me Dupont: Le témoin craignait donc les poursuites de la justice. Dans son expression, ses liaisons avec Fieschi pouvaient donc la compromettre.

M. Le Président: Je vais adresser de pareilles questions au témoin. Le défenseur s'est plaint hier de ce que j'en adressais de cette nature aux accusés.

Me Dupont: Un accusé n'est pas un témoin. Un accusé n'est pas obligé de répondre. (Murmures dans la Cour.) Ignore quelle est l'opinion de la Cour des Pairs; mais je sais que la Cour d'instruction criminelle ne dit nulle part aux accusés: Répondez, accusez-vous vous-même. Un accusé n'est pas forcé de s'expliquer.

M. Le Procureur-Général: Le Code d'instruction criminelle ne dit pas qu'un accusé ne pourrait refuser de répondre.

Me Dupont: Quand je fais cette question c'est pour m'expliquer à moi-même quelle a pu être la valeur de la déposition. Vous savez que, lorsque quelqu'un dépose avec la crainte d'être poursuivi, ou lorsqu'il dépose comme un témoin non soumis à aucune espèce de crainte, la déposition a plus ou moins de valeur.—Quand je demande au témoin si à l'époque de l'attentat, elle n'a pas craint elle même que ses liaisons avec Fieschi ne la compromissent, c'est dans l'intérêt de mon client que je lui fais cette question. Elle peut et elle doit y répondre.

M. Le Président: Elle y a déjà répondu, puisqu'elle a dit qu'attendu ses liaisons avec Fieschi elle craignait d'être poursuivie.

Agarithe dont le vrai nom est Marguerite Daurat dépose: Je connaissais Fieschi avant l'attentat. Peu de jours après mon arrivée à Paris, je suis allée chez Fieschi; j'y suis retournée peu de temps après: Fieschi ne m'a rien communiqué. J'ai vu chez lui du bois, une espèce de niche, je lui en ai demandé l'usage; Fieschi m'a souri et ne m'a rien dit. Je ne connaissais aucune explication. Je ne connaissais pas Fieschi, je ne connaissais que Nina.

Fieschi m'a prêté 5 fr. pour payer une guipoire d'avance. Je l'ai vu le dimanche qui a précédé l'attentat; le 26 juillet, il est venu chez moi, m'a prié de rue voir la petite Lassave parce qu'il devait aller à une réunion de francs-maçons. La fille Lassave a passé une partie de la journée avec moi.

Dans les jours qui ont précédé l'attentat, Fieschi est venu chez moi; il avait l'air égaré, les yeux hagards, enfin quelque chose de fort extraordinaire. J'étais bien loin cependant de prévoir ce qui arriverait. Un jour, en parlant à Nina, il lui dit qu'il pourrait se faire qu'avant peu sa position changeât. Je n'ai point entendu Fieschi parler de l'accusé Boireau, mais seulement d'un jeune homme; dans ma première déposition, je dis que ce jeune homme était lampiste. Ce fut ainsi que l'on fut sur les traces de Boireau.

D. Vous l'avez cependant nommé vous-même Boireau. R. Dans ma première déposition, je n'ai pas nommé Boireau. Lorsque le juge d'instruction a prononcé son nom, j'ai dit que je ne le connaissait pas.

D. Quelques jours avant l'attentat, étant chez Fieschi, n'y avez-vous pas vu des morceaux de bois en forme de machine?—R. Oui, Monsieur, c'était un cadre; il était dans la seconde pièce.

D. Lui avez-vous demandé ce que c'était?—R. Oui; je ne me rappelle pas ce qu'il me répondit, je sais seulement qu'il ne mit à sourire.

(M. le procureur-général donne lecture de la partie de sa déposition écrite où Agarithe a nommé Boireau.)

Le Témoin: Je ne me rappelle pas cela maintenant.

Me Dupont: Le témoin se rappelle-t-il que Fieschi lui ait dit que ce jeune homme lui avait pris sa maîtresse, Mme Petit.

Agarithe: Il ne m'a jamais parlé de cela.

Fieschi: Me Dupont dit que Boireau était l'amant de Mme Petit: tout le monde sait que ça n'est pas.—Parlons le moins qu'il sera possible de cette femme. J'ai eu le malheur de l'aimer, et un homme comme comme moi n'aime qu'une fois, soit en politique soit en amour.

La Dame Andrener, dite femme Léon, âgée de 25 ans, ouvrière en boutons, demeurant boulevard du Temple, no. 50, s'approche pour faire sa déposition; elle paraît fort émue. M. le président la rassure et l'engage à s'expliquer sans crainte. Le témoin s'exprime ainsi:

Le 27 juillet étant dans ma chambre j'entendis beaucoup de bruit au dessus de ma chambre. Je sortis pour savoir ce que c'était. je rencontrai sur l'escalier M. Gérard avec un vieux monsieur qui venait souvent dans la maison et qui se faisait appeler l'oncle.

D. Pourriez-vous le reconnaître?—R. Pas positivement, monsieur.

D. Avez-vous entendu parler d'un nommé Victor qui venait voir Fieschi?—R. Je ne me le rappelle pas.

On fait approcher le témoin de Morey. Après avoir examiné cet accusé, la dame Léon déclare qu'elle le reconnaît bien pour celui qu'on lui a présenté chez le juge d'instruction; mais qu'elle le trouve moins coloré que lorsqu'elle l'a vu chez Gérard.

La dame Elizabeth Larceer, autre locataire de la même maison, dépose: Etant chez la dame Salmon, portière, j'ai vu deux fois sortir un homme qui passait pour l'oncle de Fieschi: il avait une large redingote et un grand chapeau.

M. Le Président: Faites lever Morey.

Morey se lève, soutenu sur deux gardes municipaux.

Mme Larcher: C'est à peu près sa tournure.

Le témoin déclare aussi avoir vu Boireau, qui se présentait sous le nom de Victor: il avait un habit vert et un pantalon rayé.

Boireau: Qu'on prenne des informations; jamais de ma vie je n'ai été habillé de cette manière.

Fieschi: Mon complice Morey a parlé d'un officier qui démontait qu'on aurait pris pour lui; chacun, sa raconte ou il peut. Mais moi, je demande qu'il soit fait des recherches pour établir que je n'ai jamais connu d'officier supérieur.

M. Travault, marchand de vin, boulevard du Temple, no 50, dépose: Je connaissais Fieschi comme locataire de la maison. Fieschi me parlait souvent de ch oses très frivoles, de ses petites maîtresses, ou d'autres fois de la république des Etats-Unis, en me disant que les enfans apprenaient le Code aux Etats-Unis.—(On rit.) J'ai vu venir chez Fieschi plusieurs demoiselles et un jeune homme dont je n'ai jamais entendu prononcer le nom. L'une des demoiselles venait tous les dimanches, elle était borgne; l'autre, brune, venait plus souvent. J'ai vu aussi quelquefois venir un homme de petite taille, de vingt à vingt-cinq ans, brun, portant de petites moustaches, vêtu d'une redingote que je crois couleur marron; je n'y ai pas trop pris garde; il avait un chapeau rond, bas de forme, et à grands bords; il est venu encore la veille de l'événement sur les: quatre ou cinq heures; je ne sais ni son nom ni sa demeure.

J'ai vu, quatre ou cinq jours avant l'attentat, arriver pa r un commissionnaire que je ne puis autrement désigner, une malle grande d'environ quatre pieds. J'étais sur ma porte, et lui sur la porte d'allée qui la joint, et en me montrant la malle il me dit: "M. Travault, cela est lourd, c'est ma femme qui m'envoie ce tte malle: elle contient du vin, de l'eau-de-vie et du li ge." Et il est redescendu quelque temps après avec un e bouteille d'eau-de-vie dont il m'a fait goûter. Environ quinze jours avant l'événement, il m'a demandé s'il y aurait une revue: sur ma réponse affirmative, il m'a dit qu'on lui avait assuré qu'il n'y en aurait pas.—Le matin de l'attentat, sur les sept heures environ, la malle a été remportée.

D. Reconnaissez-vous Boireau comme étant le jeune homme qui est venu chez Fieschi.—R. Non.

Fieschi: Lorsque M. Travault a été interrogé, il a dit une chose que je le prie de rappeler; ce ne fait ni froid ni chaud à l'affaire. Pourquoi ne répète-t-il pas ce qu'il a dit, je lui avais confié quelques fonds, les donnais, le matin de l'attentat; ça n'a pas d'importance pour lui, mais c'en a beaucoup pour moi.

M. Travault: Je fait est vrai.

M. Paul, fabricant de billards dans la même maison: J'avais prêté à Fieschi une scie à raser et un maillet; je le connaissais peu. Comme j'ai été le seul locataire de la maison qui n'ait pas été arrêté, on a dit que j'étais de la police, ce qui a porté le plus grand préjudice à ma réputation.

L'audience est levée à cinq heures un quart, et continuée, à demain. M. Lavocat, membre de la Chambre des Députés et lieutenant-colonel de la 12e légion, sera le premier témoin entendu.

Le gouvernement sarde paraît avoir des inquiétudes sur la tranquillité du Piémont. Il surveille activement les frontières, surtout du côté de la France, et considère tous les réfugiés comme agens de la propagande révolutionnaire. "Les ordres les plus sévères ont en conséquence été donnés contre eux, pour le cas où ils reviendraient, d'une façon quelconque, de rentrer dans leur patrie, ce dont ils n'auront probablement aucune envie, tant que Charles-Albert ne changera pas de système politique, tant qu'il aura à cœur de marcher sur les traces de Nicolas.

Les correspondances d'Allemagne portent que la diète germanique, à l'instar du gouvernement prussien, va prendre une résolution pour soumettre au port ordinaire des lettres les journaux rédigés en langue de France, d'Angleterre, de Belgique et de Suisse.

Par suite de cette mesure, l'abonnement à un journal coûterait 1600 fr., et encore faudrait-il pour pouvoir s'abonner une autorisation spéciale. En outre, la circulation de ces feuilles serait formellement interdite dans les établissemens publics.

MARIE le 26 de ce mois par le révérend Abbé Mony, Mons. CESAIRE DELABOUSSAYE, à Mlle. CLARA FONTENETTE, tous deux du comté des Attakapas.

COMMERCIAL.

NOUVELLE-ORLEANS, 28 Mars 1836.

COTON

515	do	Mississippi	17
500	do	do	16
400	do	do	18
100	do	do	16½
166	do	do	16
74	do	do	18
70	do	do	14
39	do	do	18½
230	do	do Louisiane	16½
527	do	do Louisiane	17
715	do	Tennessee	14½
73	do	do	13½
50	do	do Alabama	18½
60	do	do	16½

3509

POUR LOUISVILLE.

Le bateau à vapeur ROB ROY, capitaine Hugh Findren, est actuellement prêt à recevoir du fret et partira pour le port susdit mercredi matin 30 mars à 10 heures du matin.—Pour frêt ou passage, s'adresser à bord ou à
29 mars FORSYTH GOODWYN & FORDE

Pour Mobile et Pascagoula.—Le steamer MERCHANT, capitaine Swiler, partira de l'extrémité du railroad, jeudi 31 mars, après l'arrivée des chars partis à 11 heures. Pour passage seulement, s'adresser à bord ou à
29 mars JOHN KILSHAW, Jr

25 PIASTRES DE RECOMPENSE.

Est sorti de chez le soussigné un CHIEN poil blanc, oreilles et joues jaunes, grande hauteur, museau gros et long, queue blanche et panachée. La récompense ci-dessus sera donnée à celui qui ramènera ledit chien au Dr. Landreaux, rue St. Louis No. 115 ou chez M. Hormann. 29 mars—3

REÇU par le navire Margaret Forbes du Hâvre: Vercouillets polis, très fins, assortis de 5 à 24 pouces; loquets à olive très fins, de 10 à 11 pouces, cadenats à charnière, clefs à chiffre, clefs anglaises, fiches en cuivre, serrures en cuivre pour armoires, clefs forées, fourchettes en fer étamé, couverts étamés, larcloirs, couteaux de cuisine, serpettes et greffoires, sécateurs, ciseaux pour coiffeur. J. LABADIE.
29 mars 59, rue de la Levée.

CAFE—170 Sacs excellent Café vert, de la Havane, à vendre par C. WORSLEY.
29 mars 10 Gravier.

$200 DE RECOMPENSE

SERONT payées pour l'arrestation de Samuel P. Townsend. Il est âgé d'environ 25 ou 27 ans, d'une taille de 5 pieds 7 ou 8 pouces, fortement bâti, le cou gros et court et les épaules assez carrées. Il a les cheveux rouges et les favoris de la même couleur. Il portait un habit bleu, des pantalons fauve, un chapeau noir de forme basse avec de larges bords, presque enfoncé sur les yeux.

Le dit Townsend tenait un contrat des soussignés, entrepreneurs pour la compagnie de dessèchement de la Nouvelle-Orléans. Il avait reçu quelques jours auparavant, en vertu de son contrat, 1090 piastres, qu'il devait payer à ses ouvriers, hier matin, mais qu'il leur a enlevés en s'enfuyant. Il était accompagné d'un homme du nom de E. E. Butler, d'une taille d'environ 5 pieds 9 ou 10 pouces, âgé de 24 ou 25 ans, assez mince, les cheveux et les yeux noirs, et habillé de noir.

La récompense promise sera payée pour l'arrestation du dit Samuel P. Townsend, et pour le ramener à la Nouvelle-Orléans.

HARPER & HERRICK.

Depuis la fuite du dit Townsend, on a su qu'il venait de Newark, de New-Jersey, qu'il était associé avec Butler, qui tenait différens contrats dans cet état et qu'ils y avaient trompé leurs ouvriers de la même manière.

Pour prévenir le retour de pareilles fraudes, les éditeurs de journeaux établis dans le voisinage de travaux publics sont invités à insérer une fois le présent avis. Cette mesure peut empêcher que les classes ouvrières ne perdent le fruit de leurs travaux. Il est bon aussi de donner de la publicité à ce fait qu'il y a au Nord des Entrepreneurs qui paient à leurs ouvriers des gages plus élevés qu'ils ne le peuvent en raison de leurs contrats. Les travailleurs qui prennent des engagemens feront bien de savoir à quoi s'en tenir sur ce sujet.

Par exemple, Avery, l'entrepreneur du Rail-Road de Woodville et Bayou Barah, reçevait en vertu de son contrat environ 15 cents le yard cube. Il avait promis à ce que ses travailleurs aient sous ses ordres 40 cents pour le même ouvrage. Qu'en arriva-t-il? Assurément qu'il eût entre les mains une somme assez considérable il n'en a fait sans avoir payé personne.

HARPER & HERRICK.

2 9 mars—3, 3ps.

(Par Autorité.)

ACTE

Pour amender l'acte intitulé "acte pour autoriser le trésorier de l'Etat à souscrire pour cinq-cents actions, au nom de l'Etat au fonds capital de la Compagnie du Canal de Barataria et de Lafourche, et pour d'autres objets", approuvé le vingt-cinq mars mil-huit-cent-trente-cinq.

Sect. 1ère. Il est décrété par le Sénat et la Chambre des Représentans de l'Etat de la Louisiane réunis en Assemblée Générale, Que le trésorier de l'Etat, est et demeure par le présent autorisé à payer au bureau des améliorations intérieures, une somme de cinq mille piastres, afin de mettre ledit bureau en état de remplir les devoirs qui sont imposés par les sections trois et sept de l'acte ci-dessus mentionné, pour ce qui a rapport à l'estacade à construire à l'entrée du bayou Lafourche, bien entendu que ladite estacade comme elle a été recommandée par l'ingénieur civil devra être faite dans le courant de la présente année; bien entendu cependant que cette somme sera prise de la somme affectée pour les améliorations du premier district congressionnel.

Sec. 2me. Et il est de plus décrété &c.; Que toutes lois ou parties de lois contraires aux dispositions du présent acte, sont et demeurent rappelées

ALCEE LABRANCHE,
(Signé) Orateur de la Chambre des Représentans.
C. DERBIGNY,
(Signé) Président du Sénat.

Approuvé le 9 mars 1836
(Signé) E. D. WHITE,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

ACTE

Pour fixer d'une manière peignanente les chemins dans la paroisse de St. Martin.

Sect. 1ère. Il est décrété par le Sénat et la Chambre des Représentans de l'Etat de la Louisiane réunis en Assemblée Générale; Qu'à dater de la passation de cet Acte que tout propriétaire ou propriétaires des rives du bayou Tèche seront tenus de livrer un chemin connu pour être chemin public et qui sera permanent.

Sect. 2me. Il est de plus décrété, &c.; Que tout propriétaire ou propriétaires possédant la double ou les doubles concessions, seront tenus de livrer par chaque concession un chemin de communication de quarante pieds qui sera aux frais de ladite paroisse.

Sect. 3me. Il est de plus décrété, &c.; Que le jury de police de ladite paroisse est autorisé à nommer tous les ans trois commissaires dont le devoir sera de tracer les chemins ci-dessus mentionnés dans un endroit convenable sans déranger les bâtisses des propriétaires.

Sect. 4me. Et il est de plus décrété, &c.; Que tout propriétaire ou propriétaires qui refuseront de se conformer aux dispositions de cet acte sur la déclaration d'une personne propriétaire sera poursuivie pardevant toute cour ayant jurdiction compétente et sera, sur conviction, condamné à une amende qui ne sera pas plus de ($50) cinquante piastres, ni moins de ($20) vingt piastres pour chaque offense au profit de ladite paroisse.

ALCEE LABRANCHE,
(Signé) Orateur de la Chambre des Représentants.
C. DERBIGNY,
(Signé) Président du Sénat.

Approuvé le 9 mars 1836.
(Signé) E. D. WHITE,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane

RESOLUTION.

Résolu par le Sénat et la Chambre des Représentans de l'Etat de la Louisiane, réunis en Assemblée Générale, Qu'une permission d'absence soit accordée, pendant la campagne de la Floride, à P. F. Smith, adjudant et inspecteur général de l'Etat de la Louisiane.

ALCEE LABRANCHE,
(Signé) Orateur de la Chambre des Représentans.
C. DERBIGNY,
(Signé) Président du Sénat.

Approuvé le 9 mars 1836.
E. D. WHITE,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

ACTE

Pour accorder une compensation au greffier de la Chambre des Représentans et aux personnes y mentionnées.

Section 1. Il est décrété par le Sénat et la Chambre des Représentans de l'Etat de la Louisiane, réunis en Assemblée Générale, Que la somme de cinq cents piastres est et demeure allouée à Florian Rousseau, greffier de la Chambre des Représentans, pour salaire jusq